

# Etat des lieux de l'OpenData en France La bataille de la transparence



Benjamin Ooghe-Tabanou – RMLL Strasbourg – 12 Juillet 2011



# L'OpenData : c'est quoi ?

---

- Mise à disposition libre des données publiques
  - Du service public (Etat, collectivités, entreprises, ...)
  - Non-personnelles
  - Non soumises au secret
- Gratuitement
- Sous des formats ouverts
- Sous licence libre pour assurer la réutilisation (OpenDataCommons/CC0)





# L'OpenData à l'international

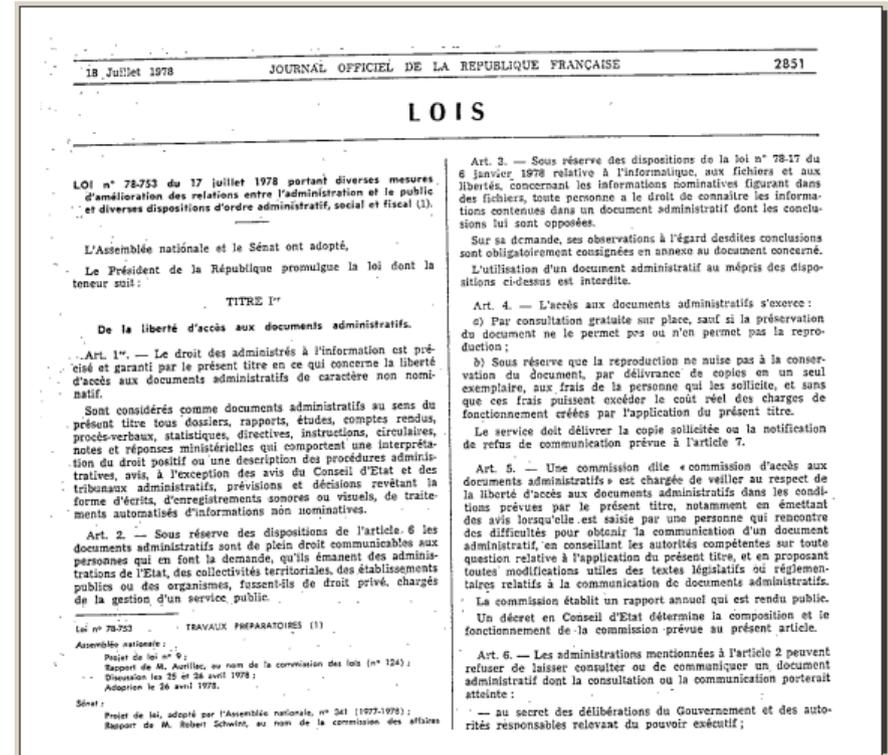
- Droit d'accès à l'information (FOI) reconnu dans de nombreux pays <http://www.Access-Info.org>
- Mouvements citoyens : mySociety, OKFN, Sunlight, ...
- Plateformes nationales :  
USA, UK, AU, NZ,  
Maroc, Kenya, ...
- Plateformes locales :  
NY, SF, Toronto, ...

The screenshot shows the DATA.GOV website interface. At the top, there is a navigation bar with links for HOME, DATA, APPS, COMMUNITY, METRICS, OPEN DATA SITES, GALLERY, and WHAT'S NEW. The main content area features a large banner for the 'SBA SMALL BUSINESS LOANS & GRANT PROGRAM' with an image of a \$100 bill. To the right, there is a section for 'Earthquake and Tsunami Datasets and Information' with links to 'Worldwide M+ Earthquakes, Past 7 Days', 'RadNet Map Interface for Near-Real-Time Radiation Monitoring Data', 'Search other related datasets', and 'World Earthquake Interactive Map Demo'. Below this is a search bar labeled 'SEARCH OUR CATALOGS'. The bottom section is divided into three columns: 'DATA AND APPS' (listing 389,730 raw and geospatial datasets, 1,019 government apps, 236 citizen-developed apps, 51 mobile apps, 172 agencies and subagencies, and suggestions for datasets or apps), 'COMMUNITIES' (inviting users to explore, discuss, and develop data and apps in their field), and 'OPEN GOVERNMENT' (highlighting the latest news on Japanese Earthquake and Radiation Data). Each column has a 'MORE >' button at the bottom.



# 1978 Loi CADA : un départ rapide...

- Loi à visée démocratique et pro-transparence
- Une des premières lois en Europe sur l'accès aux documents publics
- Une autorité indépendante visant à aider les citoyens (sur les aspects juridiques et institutionnels)





## ... mais contraint et limité (1978)

---

- Améliorations nécessaires à la loi CADA :
  - Absence de liste des documents existants  
→ les citoyens doivent les identifier eux-mêmes
  - Pas de pouvoir d'investigation de la CADA
  - Pas (encore...) de cadre contraignant
  - Pas (encore...) de droit à la ré-utilisation



# 80/90 : La ruée vers les données

---

- Les institutions publiques ferment progressivement leurs données :
  - IGN :
    - mise à disposition payante des cartes et observations supposées gratuites
    - budget croissant tiré des ventes
  - Meteo-France, INSEE, ...
  - Information légale et juridique
    - initialement Reuters et éditeurs juridiques



# Début 2000 : la bataille du droit

- Faire de l'accès au droit un service public
  - LegiFrance.gouv.fr
- Forte opposition des éditeurs
  - mise devant le fait établi progressivement
- Arrivée à un compromis :
  - Accès libre aux textes & lois
  - Ré-utilisation payante

Legifrance.gouv.fr  
LE SERVICE PUBLIC DE LA DIFFUSION DU DROIT

Actualité

- ▶ Décret du 29 juin 2011 relatif à la composition du Gouvernement
- ▶ LOI n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité
- ▶ Décision du Conseil constitutionnel n° 2011-631 DC du 9 juin 2011

Sites juridiques

- ▶ Assemblées parlementaires
- ▶ Juridictions
- ▶ Autorités administratives indépendantes
- ▶ Fonctions publiques (statuts)
- ▶ Éditeurs juridiques
- ▶ Universités - Recherche
- ▶ Portails juridiques
- ▶ Union européenne
- ▶ États membres de l'UE
- ▶ Organisations internationales
- ▶ États étrangers

À propos du droit

Aide générale

Licences

Quoi de neuf? **Nouveau**

Droit français

Lois et règlements

- ▶ La Constitution
- ▶ Les codes en vigueur
- ▶ Les autres textes législatifs et réglementaires
- ▶ Recherche thématique sur la législation et la réglementation en vigueur

Conventions collectives

- ▶ Les conventions collectives

Jurisprudence

Droit européen

- ▶ Traité européens
- ▶ Journal officiel de l'Union européenne
- ▶ Transposition des directives
- ▶ Jurisprudence européenne

Droit international

- ▶ Traité internationaux
- ▶ Jurisprudence internationale

Le Journal officiel de la République française

- ▶ Sélection du Journal Officiel
- ▶ Le dernier JO publié
- ▶ Recevoir le JO en ligne
- ▶ Rechercher un JO
- ▶ JO électronique authentifié
- ▶ Autres publications légales en ligne

Actualité juridique

- ▶ Dossiers législatifs
- ▶ Actualité européenne
- ▶ Actualité internationale

Qualité de la réglementation

- ▶ Guide de Légistique
- ▶ Evolution du volume des



# 2005 : Création de l'APIE

---

- Promotion du Patrimoine Immatériel de l'Etat
- Faire de la France une marque
- Vendre les données autant que possible :
  - Discrimination des usages notamment commerciaux
  - Base des prix du pétrole (créée à l'origine pour assurer plus de transparence) : 38 000 €
  - Budgets des collectivités : 130 000 €





# 2005 : Transposition directive PSI

---

- Reconnaissance du droit de ré-utilisation
- Données culturelles exclues : merci la France !...
- Données des entreprises publiques ou exerçant une mission de service public exclues
- Prochaine révision en réflexion au niveau de la Commission Européenne



# 2009 – ... Transparence en avant

---

- La société civile pousse pour l'OpenData
- Projets citoyens de transparence des institutions
- 1<sup>er</sup> OpenDataCamp à Paris (12/2009)
- Catalogues de données :
  - Projet communautaire et citoyen (LL CKAN) :  
<http://www.NosDonnees.fr>
  - Projet commercial :  
<http://Data-Publica.fr>
- Premières expériences de data-journalisme





# Initiatives citoyennes locales

- Pétitions / Lettres ouvertes
  - LiberTIC Nantes
  - Toulouse
- Barcamps
  - Bourgogne
- Lobbying grassroots (Twitter, blogs, ...)
  - Paris

**OpenDataToulouse**   [Derniers changements](#) [Index](#)

[Accueil](#) [Nouvelles](#) [Qu'est-ce que l'open data ?](#) [Lettre au Grand Toulouse](#) [Signer la lettre !](#) [Signataires](#)

## Lettre au Grand Toulouse

Le 4 avril 2011, un collectif de citoyens, associations et entreprises de la région toulousaine a adressé la lettre suivante (inspirée de celle de [LiberTIC](#), merci à eux) à M. Pierre Cohen, Président du Grand Toulouse.

Si vous souhaitez soutenir cette initiative, vous pouvez :

- Signer la lettre vous aussi, car un grand nombre de signataires sera une démonstration que la société civile est sensible à cette question,
- Nous rejoindre sur cette [liste de diffusion](#) afin de vous tenir au courant des dernières nouvelles et de contribuer à sensibiliser le Grand Toulouse mais aussi nos concitoyens.

---

Monsieur le Président,

Après ses collègues de Paris, Rennes, Bordeaux, etc., Jean-Marc Ayraut, Député-Maire de Nantes et Président de Nantes Métropole a annoncé à l'occasion de l'inauguration de la Cantine Numérique nantaise, jeudi 3 février 2011, que Nantes se lançait dans l'open data



# Initiatives locales

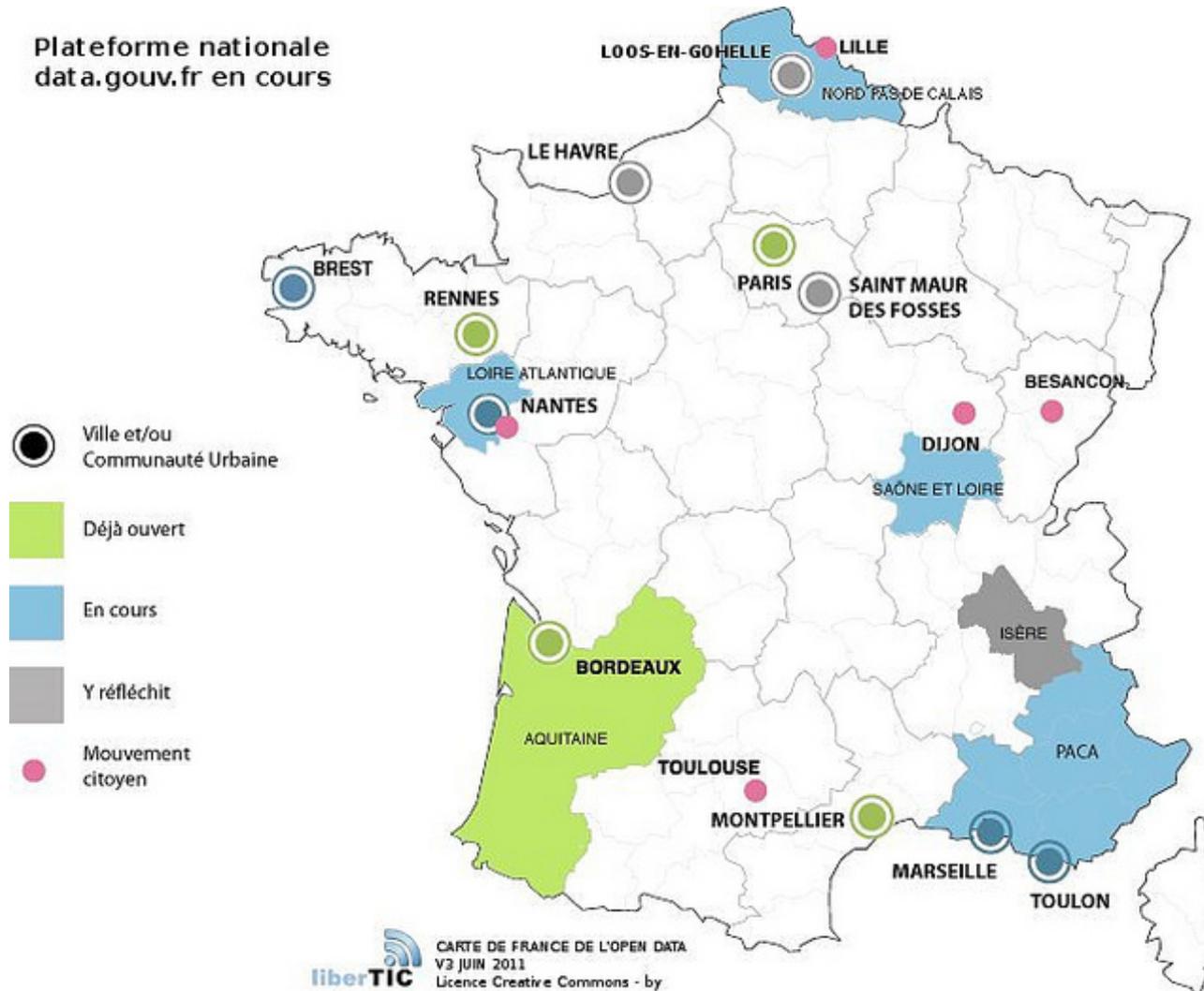
---

- Pionnier : Rennes
  - Licence NC au début, puis ouverture progressive
- Paris
  - Sous licence ODbL traduite par VVL après dialogue avec la communauté
- Montpellier, Bordeaux, ...
  - NC pour le moment, considèrent l'ODbL, à suivre...
- Nantes, Aix, Marseille, ...



# Carte de France actuelle

Plateforme nationale  
data.gouv.fr en cours





# Niveau national : EtaLab

---

- Initiative du gouvernement en vue de [data.gouv.fr](http://data.gouv.fr)
    - Equipe créée en janvier 2011
    - Préparation d'une plateforme OpenData
    - Nouveau cadre légal pour limiter les données payantes
    - Auditions en vue d'une nouvelle licence
    - Brouillon en relecture pendant l'été ?
    - Plateforme ouverte en beta fin décembre
- Beaucoup de mouvement...  
Mais encore aucune donnée libérée...



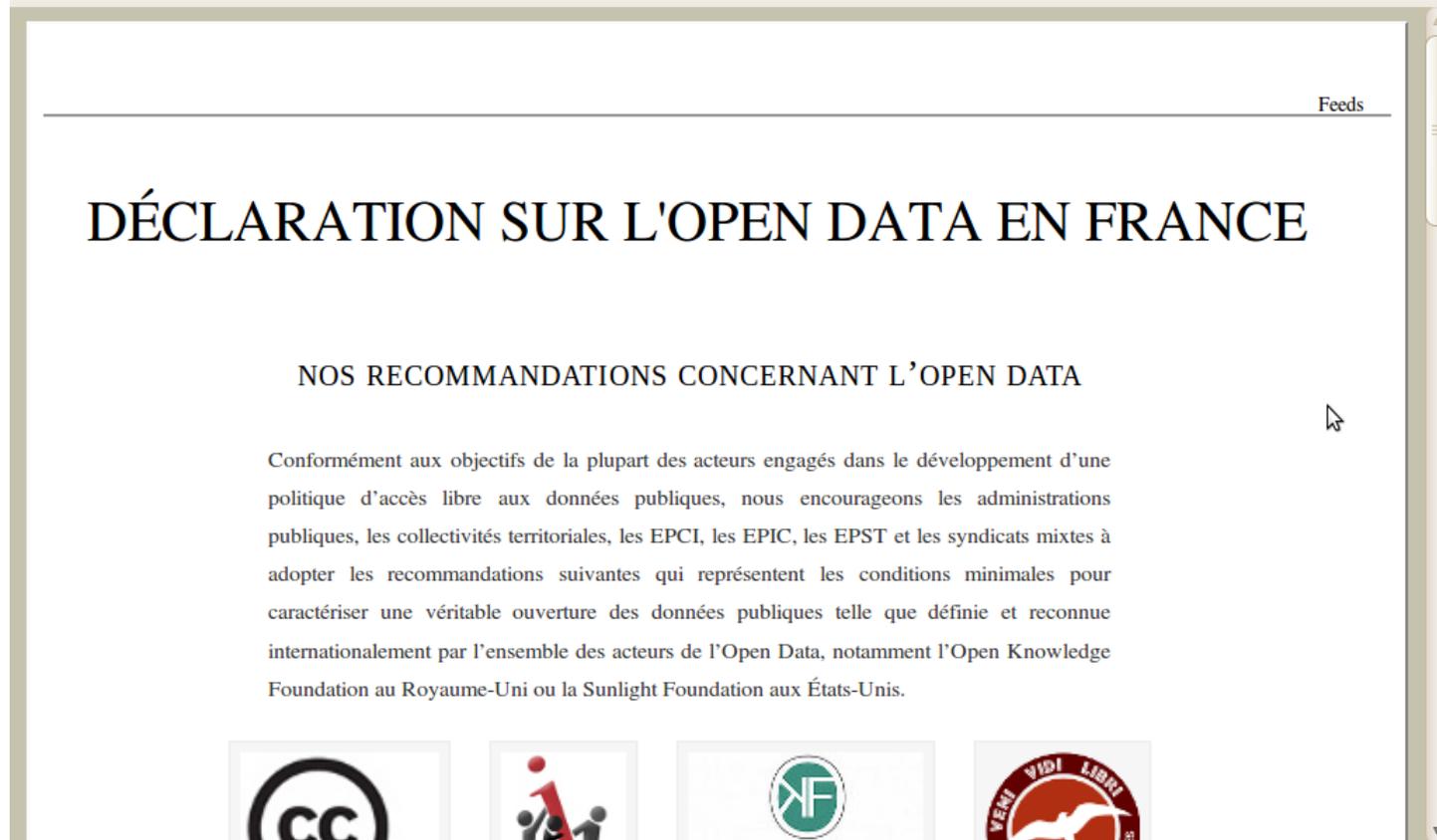
# Aidez-nous : Signez la déclaration!

Feeds

## DÉCLARATION SUR L'OPEN DATA EN FRANCE

### NOS RECOMMANDATIONS CONCERNANT L'OPEN DATA

Conformément aux objectifs de la plupart des acteurs engagés dans le développement d'une politique d'accès libre aux données publiques, nous encourageons les administrations publiques, les collectivités territoriales, les EPCI, les EPIC, les EPST et les syndicats mixtes à adopter les recommandations suivantes qui représentent les conditions minimales pour caractériser une véritable ouverture des données publiques telle que définie et reconnue internationalement par l'ensemble des acteurs de l'Open Data, notamment l'Open Knowledge Foundation au Royaume-Uni ou la Sunlight Foundation aux États-Unis.



<http://DonneesLibres.info>



# Restez informés !



<http://RegardsCitoyens.org/open-data-en-france/>  
[@RegardsCitoyens](#)

<http://libertic.wordpress.com/>  
[@LiberTIC](#)